

Le FRONT POPULAIRE à CHÂTELLERAULT 1934-1939

INTRODUCTION¹

Nous tenons, tout d'abord, à saluer les organisateurs de cette semaine consacrée au Front Populaire. Il s'agit, en effet, de la première initiative dans le département ayant pour but de commémorer publiquement un des événements majeurs, une des périodes clefs de notre histoire locale. Au cours de cette initiative, vous avez, de surcroît, eu l'occasion d'entendre des conférenciers de talent, et qui ont très peu eu l'occasion d'intervenir dans notre département malgré la présence d'une Université importante.

Avant de nous plonger dans le coeur de notre communication, il apparaît nécessaire d'apporter quelques remarques sur les commémorations du Front Populaire.

Force est de constater, que le souvenir du Front Populaire semble se dissiper avec les années. Certes les acteurs de cette époque nous ont quitté pour la plupart et ne font plus vivre de manière sensible cette période, mais ce phénomène n'explique pas tout. A l'heure où la gauche se cherche et ambitionne de réunir les différentes sensibilités qui la composent (aujourd'hui autour du clivage gauche gestionnaire/gauche antilibérale ou anticapitaliste), il paraît étonnant que les uns ou les autres ne revisitent pas cette période, avec bien entendu un appareil critique et distancié, mais au moins pour prendre la mesure du

¹ Conférence prononcée dans le cadre de l'exposition « Le Front populaire à travers des documents (1935-1937) » organisée du 7 au 13 novembre 2006 à Châtellerault par : Culture pour tous, Mémoire de la Commune de Paris 1871, Comité d'Etablissement Snecma-Services, Union locale CGT avec la collaboration de l'Université du temps libre, AFPA, Archives municipales de Châtellerault, avec le soutien de la ville de Châtellerault.

travail accompli par nos prédécesseurs. En l'espace de vingt ans le Front Populaire est passé, au sein de la gauche politique, du patrimoine politique collectif et revendiqué à un vieux souvenir parfois empli de clichés.

Les commémorations sont salutaires et nécessaires pour transmettre la mémoire collective. Vous me permettrez cependant de m'inquiéter du peu de recherches nouvelles ou inédites sur cette période, cantonnant le Front Populaire dans une image figée.

Il importe enfin d'éclairer notre propos en apportant très brièvement quelques repères d'ordre historiographique, l'histoire du Front Populaire ayant aussi son histoire. Nous n'ambitionnons pas de circonscrire l'ensemble des publications parues autour du Front Populaire et des différentes interprétations parfois antagonistes à l'oeuvre. Nous renvoyons le lecteur à la synthèse réalisée récemment par Vincent Chambarlhac². Il faut noter que le Front Populaire bénéficie d'analyses et d'interprétations différentes. Après une série de témoignages d'acteurs dans les années 1940 et 1950, une série de travaux universitaires privilégieront soit une analyse du phénomène par le prisme de l'antifascisme, soit en se centrant sur la dynamique du mouvement syndical, soit en prenant le parti d'une histoire culturelle. Plus récemment des approches se sont interrogées, d'une part sur la place du Communisme au sein de ce rassemblement populaire, puis, d'autre part sur les pratiques et les « rites » des acteurs du Front Populaire.

. Comment enfin se caractérise, sur le plan économique d'une part, puis sur le plan politique d'autre part, le territoire que constitue le Châtelleraudais?

² CHAMBARLHAC Vincent, *Le Front Populaire. Remarques bibliographiques autour d'une commémoration*, juin 2006, article inédit, disponible sur le site www.dissidences.net

Durant les années trente la Vienne reste dominée par le monde rural. Il n'existe alors que deux centres urbains : Poitiers et Châtelleraut.

L'industrie ne constitue d'aucune manière le fer de lance de l'économie poitevine Elle représente seulement 21 % de l'emploi à la veille du Front Populaire. Il n'existe que deux établissements industriels ayant une dimension importante. Il s'agit en premier lieu de la Manufacture Nationale d'Armes de Châtelleraut qui comprend 1200 ouvriers dans les années 1930. Le second est constitué par les Etablissements Rocher de Cenon qui emploient 800 ouvriers environ et qui travaillent notamment pour le compte de la Défense nationale et fabriquent des pièces détachées en sous-traitance pour la fonderie de Ruelle en Charente.

On peut également citer les Etablissements Celtic installés à Cenon occupant 117 ouvriers et employés mais de dimension beaucoup plus modeste.

Sur le plan politique, la droite et la gauche ne parviennent que difficilement à trouver une place dans l'univers social poitevin. La droite, même à travers les ligues, ne bénéficie pas d'une grande audience. Quelques personnalités se distinguent sans pour autant agréger les foules.

A gauche, jusqu'au début des années 1930, la SFIO ne rencontre pas de réel succès. Elle perd même sa modeste assise dans le Châtelleraudais³. Quant au PCF, ses effectifs ne cessent de fondre. Entre 1926 et 1930 ce parti passe de 300 à 185 adhérents⁴.

³ BEN ABDENNABI Abida, *L'évolution du courant socialiste dans la Vienne de l'entre deux guerres : 1919-1939*, mémoire de Maîtrise d'Histoire Contemporaine sous la direction de Gérard Baal, Université de Poitiers, 1998, 148p.

⁴ Sur le PCF de la Vienne durant l'entre deux guerres, nous renvoyons le lecteur sur le mémoire de Loïc Rondeau, *L'influence du PCF dans la Vienne (1920-1939)*, mémoire de maîtrise d'Histoire Contemporaine, sous

La véritable force politique du département c'est le radicalisme, famille politique déchirée entre une aile plus ou moins modérée, incarnée par des personnages tel que Victor Boret, ancien ministre de Clemenceau, Raoul Péret, Président de la Chambre des députés dans les années 1920 et président du conseil général entre 1920 et 1925 et Aimé Tranchand, député-questeur, porte parole reconnu des anciens combattants à la Chambre et son aile plus engagée à gauche incarnée par François Albert, ministre de l'Instruction Publique dans le premier cabinet Herriot en 1924 et Guillaume Poulle sénateur, président du conseil général de 1925 à 1935.⁵

Châtelleraut n'échappe pas à ce contexte politique et s'inscrit véritablement dans cette dynamique portée par le radicalisme.

Nous développerons cette communication en trois temps : dans un premier moment nous saisirons le Rassemblement Populaire, des premiers efforts de regroupement aux élections législatives de mai 1936. Puis dans un second moment nous analyserons le Front Populaire au lendemain du scrutin où règnent tout à la fois des doutes mais aussi une détermination prononcée. Enfin, nous porterons notre attention sur le Front Populaire à la veille du second conflit mondial qui, bien qu'ayant réussi son ancrage dans le paysage politique local est saisi par les périls européens.

la direction de Paul Lévy, Université de Poitiers, 1997, 96p.

⁵ CALMON Jean-Henri, « La Vienne » in Gilles le Béguec et Denis Peschanski (dir.), *Les élites locales dans la tourmente, du Front Populaire aux années cinquante*, Paris : CNRS Editions, 2000, 442p.

Le regroupement des forces du Front Populaire (6 février 1934 - 26 avril 1936)

Le processus de réunification syndicale et de regroupement

Châtellerault est un cas atypique en la matière, les expériences unitaires et la structuration dans le monde syndical local étant singulières et ayant très tôt connues un écho. Pour apprécier cette dynamique il est utile d'opérer un retour en arrière.

La scission entre la CGT et la CGTU en 1921 mit beaucoup de temps à devenir effective dans le département. Aussi, même si les militants communistes de la MAC dirigent le syndicat ouvrier de l'établissement, les adhérents firent le choix de se maintenir à la CGT pour ne pas briser la dynamique syndicale. Ceci priva la CGTU d'une solide base d'appui empêchant d'ailleurs cette confédération de trouver une voie de développement réel durant les quatorze années de son existence. En définitive le plus gros syndicat du département confédéré à la CGT socialisante était dirigé par les militants les plus en vue du Parti Communiste local.

Cette situation singulière et les efforts communs des unitaires et des confédérés permirent en 1926 la création d'un groupe syndical composé de militants unitaires (CGTU) et confédérés (CGT) et d'un journal ayant eu un écho international appelé *l'Unité* paru pour la première fois le 1er mai 1926 et appelant dix années avant la réunification des deux confédérations rivales à agir partout où cela est possible pour une réunification⁶. Durant les deux années de son existence ce groupe de propagande aura une activité soutenue ce qui aboutira entre autre à la création en 1927 d'une union locale mixte aux côtés des deux unions locales CGT et CGTU. Après l'échec de *l'Unité* à faire passer son message lors des congrès confédéraux de la CGTU et de la CGT, ses animateurs mettent

⁶ Rapport du Sous-préfet de Châtellerault au Préfet de la Vienne, le 29 avril 1926, M4 536, ADV.

leur projet en veille, mais des liens durables sont établis, liens qui permettent plus rapidement à Châtellerauld qu'à Poitiers par exemple d'initier la réunification et les actions collectives.

Tout au long des années 1934 et 1935, les différents syndicats unitaires et confédérés entrent en pourparler afin d'envisager les conditions d'une possible fusion. Elle entre dans les faits pour les syndicats des Cheminots et celui des PTT en décembre 1934.⁷ C'est au tour de l'Union Locale le 8 janvier 1936. Le secrétaire élu n'est autre qu' Henri Neau , salarié de la Manufacture.

Cette dynamique aboutit au congrès départemental de réunification syndicale le 12 janvier 1936. Henri Souchaud secrétaire de l'UD CGT est alors reconduit dans cette fonction. Trois châtelleraudais, Henri Neau, Aristide Pouilloux et Albert Giraudeau intègrent le bureau de l'UD CGT⁸. Ce congrès est également l'occasion de discuter de deux questions essentielles du moment, à savoir l'orientation syndicale et les relations possibles entre le Front Populaire et le syndicalisme. Les partisans de l'indépendance totale du syndicalisme s'opposent alors aux militants favorables à l'adhésion de la CGT au Front Populaire. Finalement une synthèse est possible. L'UD CGT de la Vienne accepte de participer au Front Populaire, mais se réserve le droit de ne pas participer à la bataille électorale.

Dès lors, la CGT participe pleinement aux côtés d'associations et des partis de gauche, à cette expérience inédite que représente le Front Populaire. Ses militants contribuent au journal *Le Front Populaire de la Vienne*⁹, créé en janvier 1936, en tenant une rubrique régulière évoquant l'activité des

⁷ Rapport du Sous Préfet de Châtellerauld au Préfet de la Vienne, le 18 décembre 1934, M 12 639, ADV.

⁸ Rapport du Préfet de la Vienne au Ministère de l'Intérieur, le 7 février 1936, M 12 639, ADV.

⁹ *Le Front Populaire de la Vienne*, n°2, du 18 janvier 1936, 114 Jx, ADV.

syndicats de l'UD, les positions syndicales et les questions sociales du moment. Ils participent bien entendu aux meetings et différentes manifestations publiques organisées par ce cartel d'organisations.

La naissance du comité antifasciste de Châtelleraut constitue un second moment clé dans la structuration de ce pôle à gauche. En juillet 1935 ce comité né à la suite de l'appel national de Paul Langevin, du philosophe Alain et de Paul Rivet dirigé par Stanislas Bonnet, enseignant, socialiste et premier adjoint au maire, assisté d'Albert Gireaudeau, Emile Grandin, Henri Neau et Florent Arnaud, regroupe d'après les renseignements généraux entre 1000 et 1200 adhérents, ce qui n'est pas négligeable.

En parallèle de ce comité, mais travaillant occasionnellement avec celui-ci, existe un comité de vigilance antifasciste de sensibilité radicale dirigé par M. Patarin et M. Robin ainsi que M. Surreaux et M. Frappier respectivement professeur socialiste et adjoint au maire et de tendance radical-socialiste¹⁰.

Ces deux structures constituent l'antichambre du Rassemblement populaire.

La bataille électorale

A gauche : Un rassemblement populaire inassumé

On observe globalement une certaine incohérence idéologique au sein des professions de foi des candidats¹¹. Quelques thèmes sont néanmoins fédérateurs. Socialistes et

¹⁰ Rapport du Préfet de la Vienne, au Ministère de l'Intérieur, le 6 juillet 1935, M4 1586, ADV.

¹¹ L'ensemble des citations qui apparaissent dans la suite du développement de notre communication proviennent des professions de foi des candidats classées sous la côte 3 M 658.

Communistes ciblaient la faillite des partis bourgeois au pouvoir antérieurement : Faillite des réparations, faillite du franc, faillite des efforts d'assainissement financier.

Le passé récent ne semble pas mobiliser les organisations de gauche à l'exception du PCF qui vante le processus unitaire et les qualités du regroupement. Pour eux, la crise économique qui sévit depuis plusieurs années est au coeur des préoccupations. Cette crise est directement responsable de la crise politique qui secoue le pays et qui permet le développement du fascisme.

La suppression du régime capitaliste n'est pas contenue dans les professions de foi, même s'il est le sujet de prises de paroles lors de meetings et autres réunions publiques. Cependant, des réformes fortes sont appelées de leur voeu : réforme de la Banque de France et surtout la nécessité des nationalisations.

Sur ce dernier point, il est intéressant de noter que tous les candidats du rassemblement populaire n'emploient pas la même terminologie : les socialistes emploient plus aisément les termes de « contrôles » ou de « surveillance ». Les communistes quant à eux en font une nécessité économique.

Sur la question des entreprises ou secteurs à nationaliser, les clivages sont encore plus importants, les radicaux-socialistes étant sur ce sujet d'une rare discrétion.

L'accord était parfait sur les mesures de lutte contre le chômage grâce à la mise en place d'une politique de grands travaux.

La crise agricole exigeait, compte tenu de la place du monde agricole dans le département, des développements spéciaux. Selon eux, cette crise était due à la faiblesse du pouvoir d'achat mais aussi aux importations massives. Ils proposent alors deux remèdes : la revalorisation des produits agricoles et la création d'offices, et la diminution des frais de production.

D'autres thématiques liées au contexte international étaient bien entendu développées : le thème de la paix et la valorisation de

la Sociétés des Nations

A droite : La peur comme programme

Les candidats hostiles au Front Populaire protestaient, sans jamais vraiment le nommer, contre la division qu'introduisait cette nouvelle coalition. L'argumentation cherchait à détruire l'idée que ce rassemblement de gauche pouvait appliquer une politique efficace.

Tranchand ne déclare t'il pas « *Un état n'est plus gouverné quand il change onze fois de gouvernement en quatre ans. C'est le triste record battu entre 1932 et 1936, période pendant laquelle une majorité composée d'éléments, qui ligués sur le terrain électoral, n'ont pas tardé à se diviser sur le terrain parlementaire* ». Tranchand est d'ailleurs un des seuls à entrevoir la victoire, jugée néfaste selon lui, du Front populaire en France.

Le second argument employé par les adversaires du Front Populaire est bien entendu l'hostilité à l'égard du PCF qui aurait une totale emprise sur le rassemblement populaire. Tranchand, toujours, affirme avec force ses positions qu'il formule ainsi : « *Je n'accepte pas plus le fascisme que le bolchevisme. On n'a pas besoin de communistes pour défendre la république ! Ce sont les cultivateurs qui l'ont protégé (...). Partisans de la propriété individuelle, ayant l'amour de la terre, ils ne veulent pas s'associer aux communistes qui, en Russie, ont attribué toutes les propriétés de l'Etat* ».

Face à ces politiciens diviseurs, tous les adversaires du Front Populaire célébraient le modèle d'Union qu'ils donnaient à voir. Ce qui rapprochait les cinq candidats c'était une conception commune de l'Etat et une critique partagée du régime actuel. L'antiparlementarisme reste latent et il exprime la volonté d'une République « propre » et une « réforme

morale »

Parmi les réformes figurant dans les professions de foi, on retrouve les propositions de « *Vote personnel* », de « *réduction du nombre de députés* » et l'« *Interdiction pour ceux-ci d'exercer le métier d'avocat et de siéger dans un Conseil d'Administration* »

Le problème de la stabilité financière est également un thème largement développé par le candidat Tranchand

Il existe un accord de tous les députés du département sur deux points : la nécessité d'une réforme fiscale et la lutte contre les magasins à prix unique « *accablant les artisans et commerçants* »

« *Il sera indispensable (...) de réaliser une législation qui protégera le commerce français contre les magasins à prix unique et contre les grandes maisons étrangères venant jusque dans nos territoires, ruiner nos nationaux pour instaurer ensuite des monopoles de fait dont le consommateur sera la proie impuissante* » Pour le candidat agraire, c'est l'occasion de manifester ses sentiments antisémites. Il faut pour lui « *protéger le petit commerce contre la concurrence des magasins à prix unique à capital international juif* »

Pour les candidats de droite le malaise des classes laborieuses et moyennes est lié à la crise de l'agriculture. Tranchand insistait sur la nécessité de « *rétablir l'agriculture, clef de voûte de l'économie nationale dans la prospérité intérieure* ».

Dans ce contexte de surproduction, le coeur du problème était celui des prix. Les candidats de droite exigeaient leur revalorisation et ils proposent pour cela plusieurs remèdes : la fermeture du marché français à la concurrence étrangère. Sur ce marché protégé, nécessité d'établir un bon prix par la lutte contre la spéculation.

Grâce à cette centralité des professions de foi sur le problème agricole, ces candidats ne risquaient pas de heurter leur

électorat. Au contraire, par la dénonciation de spéculateurs, boucs émissaires peu dangereux, ces candidats rassuraient en définitive le monde rural.

Les moyens mis en oeuvre durant cette campagne par les forces de droite sont bien supérieurs à ceux employés par la gauche. Il apparaît que la peur du Front Populaire ait permis d'acheminer plusieurs centaines de milliers de francs, plus de 500000 d'après un rapport¹² ce qui est bien éloigné des capacités des forces de gauche. Un journal intitulé *L'Union républicaine de la Vienne* était envoyé à un certain nombre d'électeur du Châtelleraudais et du département. Il y eu également des diffusions de tracts en très grands nombres. Des rapports de police mentionnent que l'on en retrouvait partout, dans les fossés, dans les champs.

Dans ces documents on notait la tentative de discréditer le Front Populaire associé à un discours anti-fonctionnaire. La droite tentait d'assimiler cette catégorie sociale à cette coalition politique. Aussi l'Office du Blé était dénoncé comme un moyen de générer de nouveaux fonctionnaires, qualifiés d'« *ennemis de la liberté* ».

L'essentiel de l'argumentation portait sur la menace que représentait le Front Populaire pour la propriété assimilant cette volonté au processus de socialisation en Russie.

Contre ces possibles mesures et ces « menaces » la droite appelle à voter de son côté pour les « candidats républicains ».

¹² Rapport du Commissaire central au Préfet de la Vienne le 2 avril 1936, 3 M 658, ADV.

Maintenir la dynamique malgré des échecs locaux (3 mai 1936 – 22 juin 1937)

L'échec local du Front Populaire

Le 26 avril et le 3 mai 1936 constituent les heures de vérités pour les forces engagées au sein du Front Populaire mais également pour leurs détracteurs. Sur le département, les pronostics en faveur du Front Populaire sont bons. Un à deux sièges, dans le Loudunais et le Montmorillonais, sont considérés comme aisément gagnables. On sait alors que la partie sera plus difficile à Châtelleraut où Tranchand dispose de solides relais. Meetings, réunions publiques accueillent un nombre comparable d'auditeurs, qu'ils soient organisés par les forces de droite ou de gauche.

Le résultat des élections reste incertain jusqu'au dépouillement. A Châtelleraut, la participation est importante avec 16363 votants pour 18848 inscrits. La majorité absolue est fixée à 8039 voix.

A l'annonce des résultats, c'est un véritable coup de tonnerre. Contre toute attente, Aimé Tranchant recueille dès le premier tour 8780 voix, plus qu'il n'en faut pour remporter la circonscription au premier tour. Pour le Maire de Châtelleraut Louis Ripault c'est un cinglant revers puisqu'il ne recueille que 3790 voix. Il en est de même pour le candidat socialiste Stanislas Bonnet qui arrive en queue de peloton avec seulement 1688 voix. Seul Albert Giraudeau, candidat communiste, modèleur à la MAC, réussit à faire progresser sensiblement son parti. Aux élections de 1932 il recueillait 866 voix et 5,44% des suffrages en 1936 il obtient un score de 11,3% et 1818 voix.

Quoiqu'il en soit, le nombre total des voix des candidats de gauche reste en deçà du nombre de voix remportées par la

droite. De ce fait, Aimé Tranchant maintient sa légitimité lui qui était déjà député, conseiller municipal de la ville et conseiller général du canton de Châtellerault. Les châtelleraudais dans leur majorité n'aspiraient pas au changement.

L'échec du Front Populaire est total. Dans le reste du département aucun candidat de gauche n'est élu, à la différence des scrutins précédents.

En dehors des explications fournies par les candidats eux mêmes nous allons essayer de déterminer les raisons qui conduisent un département, une circonscription à s'exprimer exactement au contraire d'une dynamique nationale.

A notre sens, quatre aspects ont certainement joué en la défaveur de cette coalition de gauche. Le rôle de la presse est capital. Elle a su jouer sur le registre de la peur et notamment de la peur du communisme¹³.

La gauche est également entachée par des affaires judiciaires, à l'image des problèmes que rencontrent Gaston Hulin, député de la Vienne, orateur apprécié, mais à qui sera reproché sa trop grande proximité avec Stavisky, dont la mort mystérieuse suscitera de nombreuses polémiques que se soit d'ailleurs à droite ou à gauche. Ensuite, les candidats hostiles au Front Populaire n'apparaissent pas clairement, ni nécessairement de droite pour l'opinion publique. C'est le cas bien entendu d'Aimé Tranchand.

Enfin, on peut considérer que les « institutions relais » de droite ont joué à plein, à l'image des structures d'anciens combattants réunissant plus de 26000 adhérents dans la Vienne (UNC et Union Fraternelle des Victimes de guerre) et sur lesquelles s'appuie le député de la circonscription.

Le facteur religieux est encore perceptible dans le

¹³ LANNAUDKarine, *L'anticommunisme dans la Vienne dans les années 30*, mémoire de Maîtrise d'Histoire Contemporaine, Université de Poitiers, 1994, 155p.

Châtelleraudais. Il n'existe pas de chiffres précis mais la Ligue d'Action Catholique réunit dans le département 40000 adhérents. Faut-il rappeler les sympathies de Monseigneur de Durfort évêque de Poitiers pour l'Action Française ?

Les ligues existent également mieux implantées à Poitiers qu'à Châtellerault, elles n'en connaissent pas moins un rayonnement certain. L'Action Française est menée localement par Marie de Roux¹⁴. Le mouvement des Jeunesses Patriotes s'épanouit dans le département à la faveur des événements du 6 février 1934. Le dynamisme de ses militants permet à cette structure de réunir à travers ses trois sections départementales (Châtellerault, Poitiers et Montmorillon environ 600 adhérents en 1935). *Les Croix de Feu* connaissent un essor très rapide et un succès encore plus grand. Constituées en 1934, elles regroupent un an plus tard 2000 adhérents. Le PSF parvient même à regrouper 6000 adhérents en 1937. Aucun autre parti politique n'aura autant de membres dans le département sur tout le vingtième siècle.¹⁵

Des grèves en demi teinte

Les élections législatives génèrent des tensions dans tout le pays. La campagne électorale est souvent animée et on peut assister à de scènes de liesse. Cependant Léon Blum tarde à prendre son poste et attend légalement un mois. Les esprits s'échauffent, les réformes en effet tant attendues dès le mois de Mai ne viennent pas. Dès la fin du mois de mai des grèves éclatent dans le pays dans les bassins ouvriers dans un premier

¹⁴ BARRAULT Gwenaëlle, *Une approche de la sociabilité dans les mouvements ligueurs des années vingt et trente en Poitou-Charentes à travers la biographie de Marie de Roux*, Mémoire de D.E.A. d'Histoire Contemporaine, sous la direction de Gérard Baal, Université de Poitiers, 2001 87p.

¹⁵ AMAND François, *L'extrême droite à Poitiers dans les années trente (1929-1939)*, mémoire de Maîtrise d'Histoire Contemporaine sous la direction d'Annick Lampèrière, Université de Poitiers, 2003, 141p.

temps, puis dans des régions plus modérées.

De manière assez surprenante, les conflits sociaux n'éclatent pas dans le Châtelleraudais au mois de Mai ni même en Juin. Châtelleraut, à l'image du département, appartient à ce qu'Antoine Prost appelle la « troisième vague de grève »¹⁶. C'est Poitiers, avec la compagnie du gaz où les ouvriers plâtriers, et Chauvigny, avec ses ouvriers carriers et les salariés des Usines Guérin et Fils, qui lanceront les hostilités dans le département. Il faut attendre le 7 juillet pour que les ouvriers du Bâtiment de Châtelleraut cessent le travail. Les grèves qui interviennent au mois de juillet ont un caractère différent de celles se déroulant quelques semaines plus tôt. En effet, elles visent davantage à créer un rapport de force afin de faire appliquer les accords Matignon dans chaque usine. Les ouvriers, de surcroît, n'occuperont pas de locaux pour obtenir la satisfaction de leurs revendications¹⁷.

La seule grève à mettre en lien avec l'arrivée du Front Populaire est celle des ouvriers du bâtiment de juillet 1937. C'est à la suite d'une réunion à la Bourse du Travail de Châtelleraut le 29 juin, et l'accord entre des ouvriers du bâtiment de différentes entreprises de la ville sur la nécessité d'une augmentation des salaires de 1fr à 1,50 fr et les tractations infructueuses avec le syndicat des entrepreneurs en bâtiment, que le conflit s'installe. Le 7 juillet une nouvelle entrevue est prévue mais aucun accord ne parvient à être signé. Le soir même les ouvriers décident en AG de cesser le travail pour une durée illimitée. Le lendemain on dénombre 225 ouvriers en grève issus de 13 entreprises de la localité. Après

¹⁶ PROST Antoine, « Les grèves de mai-juin 1936 revisitées », *Le Mouvement Social*, n°200, juillet-septembre 2002, pp. 33-54

¹⁷ NICOLAS Claire, *La Vienne de 1936, un département sans histoire ? Les grèves du Front Populaire dans la Vienne*, Mémoire de maîtrise d'Histoire Contemporaine sous la direction de Sandrine Kott, Université de Poitiers, 2004, 206- 48p.

une nouvelle réunion un accord parvient à être signé et des augmentations de salaires obtenues. La reprise est effective le 10 juillet au matin¹⁸.

A la fin de l'année 1936 un autre conflit interviendra mais pour des motifs spécifiques. Il se déroule à la maison Lafoy distillerie à Châtellerault et c'est le renvoi d'un ouvrier le 8 décembre qui génère le débrayage de 52 des 58 employés que compte l'établissement. Au bout de deux jours de grève et la reprise de l'employé par la direction, le travail peut reprendre dans la distillerie¹⁹.

Il n'est pas aisé d'apporter des explications totalisantes pour comprendre la quasi absence de conflits durant cette période cruciale de la vie politique et sociale française. Bien que syndiqués, les travailleurs de Châtellerault n'ont pas une véritable culture de lutte à cette époque, hormis les boulangers et les ouvriers du bâtiment.

La défaite locale aux élections législatives, même si elle surprend tous les observateurs, ne brise pas la dynamique locale et départementale, les militants étant galvanisés par les résultats nationaux.

Dès le 14 juin pour fêter la victoire nationale, des meetings sont organisés à Poitiers et Châtellerault rassemblant de très nombreux auditeurs. Ils sont plus de 1500 à Châtellerault, et environ 2000 à Poitiers).

Le 14 juillet est également l'occasion d'organiser des festivités républicaines dans tout le département.

¹⁸ Rapport du Préfet de la Vienne au Ministère de l'Intérieur, le 22 juillet 1936, M 4 593, ADV

¹⁹ Rapport de l'Inspecteur du travail au Préfet de la Vienne, le 10 décembre 1936, M 12 316, ADV

Le maintien d'une dynamique et le début de la fissuration des forces du Front Populaire

Les problèmes apparaissent dès le mois de juillet avec le déclenchement de la guerre civile espagnole. Toutes les forces du Front Populaire condamnent très rapidement le coup d'Etat franquiste. Des motions, des souscriptions sont organisées pour venir en aide aux républicains espagnols sur les plans matériels et moraux. Mais la solidarité s'arrête ici. Léon Blum appuyé par la SFIO et le Parti radical, suivi par une majorité du Front Populaire souhaite ne pas intervenir militairement, ni trop ostensiblement dans le conflit.

Tandis que la souscription bat son plein, les militants communistes souhaitent convaincre la majorité des forces constitutives du Front Populaire de la nécessité de l'intervention sans pour autant briser la dynamique unitaire.

A Châtelleraut, Touchard député communiste de Paris et Emile Grandin, participent à une réunion publique le 25 septembre 1936 réunissant 600 personnes. Tout en faisant l'éloge des réalisations sociales du Front Populaire, les orateurs dénoncent « le blocus des armes ».

A l'occasion du suicide de Roger Salengro, Ministre de l'Intérieur, à la suite d'une campagne de calomnie, des meetings sont organisés dans les deux grands centres urbains du département. Le 22 novembre, 500 auditeurs participent à la minute de silence et les discours unitaires fleurissent à nouveau.

Ces manifestations unitaires n'empêchent pas les tensions de croître entre les membres du Front Populaire sur la question espagnole. Un meeting organisé quelques jours plus tard à Châtelleraut, le 29 novembre met en lumière ces tensions. Bouhey, député socialiste des Côtes d'Or, explique à cette occasion la position de Blum sur la question espagnole²⁰ ce

²⁰ Léon Blum justifie la non intervention en Espagne par le fait qu'elle risque

qui ne contente pas réellement les communistes venus en nombre à ce meeting qui regroupe au total plus de 1500 personnes. Naturellement, les militants communistes approuveront l'abstention des députés communistes du 4 décembre sur un vote de confiance à l'égard du gouvernement. Malgré les critiques à l'égard du gouvernement sur la question espagnole et la pause en termes de réformes de Blum, l'union reste de mise permettant à Poitiers notamment l'entrée de trois conseillers municipaux étiquetés Front Populaire au sein de la mairie lors d'élection partielle du mois d'avril 1937.

L'organisation et la réussite du 1er mai témoignent de la poursuite de cette union. Un meeting est organisé à cette occasion au Majestic Cinéma par la CGT. A la tribune on retrouve les artisans locaux du rassemblement Henri Neau, Emile Grandin, Aristide Pouilloux. Ce dernier, tout en rappelant les acquis du Front populaire tels que les Contrats collectifs, les nouveaux droits syndicaux, les congés payés et les 40 heures hebdomadaires, note le renforcement continu des effectifs syndicaux (300 membres au syndicat du bâtiment, 270 au syndicat de la Métallurgie, 300 à l'alimentation...). Un cortège de 1000 personnes suit cette conférence²¹.

Entre reflux et ancrage (22 juin 1937 – 2 septembre 1939)

Le cabinet Chautemps est formé le 22 juin 1937 dans un contexte difficile. La situation financière du pays a contraint le gouvernement Blum à la démission. Si Camille Chautemps dispose de la sympathie d'un certain nombre de socialistes et en premier lieu de Léon Blum lui même, il n'apparaît pas aux yeux de tous comme un continuateur de l'expérience du Front Populaire. Il se lance alors dans une série de réformes, mais les

de sonner le départ des radicaux du gouvernement ainsi que geler les relations avec l'allié anglais.

²¹ Rapport du commissaire de police au Sous-préfet de Châtelleraut, le 1er mai 1937, M 4 1543, ADV

tensions sociales persistantes au sein même du bloc de gauche, amènent le cabinet Chautemps à la démission à son tour.

L'élaboration d'une stratégie de développement

Le quatrième congrès départemental du Front Populaire qui se tient à Poitiers livre la feuille de route et les priorités d'action. Dans le domaine de la politique générale les congressistes s'accordent sur l'épuration des administrations, la répression énergique des complots, autrement dit des ligues reconstituées qui représentent à nouveau une menace et la réforme du Sénat. Sur le plan économique et social, les partisans du Front Populaire demandent le maintien et l'amplification des lois sociales, la lutte contre les Trusts, la défense de la laïcité et la création de caisses de compensations agricoles. Enfin sur le plan de la politique extérieure, ils revendiquent une activité en faveur de la paix, l'ouverture des frontières espagnoles tant que la solution aux problèmes de la non-intervention ne sera pas intervenue et protestent contre le refoulement des réfugiés.

Face à l'échec cuisant des élections législatives mais aussi aux progrès réalisés lors des élections cantonales, quelles sont les possibilités de manoeuvres pour le Front Populaire dans le Châtelleraudais? Plusieurs moyens seront privilégiés à commencer par la mobilisation des réseaux militants. PCF et SFIO bénéficièrent en terme d'adhésions des effets du Front Populaire. Quelques cellules communistes verront ainsi le jour dans les semaines qui suivent l'accession de Blum à la Présidence du Conseil. Les jeunesses socialistes en particulier, arrivent à agréger quelques 200 adhérents dans tout le département.

C'est avant tout l'organisation des comités locaux de Front Populaire qui retient toute l'attention des propagandistes de gauche. Ces comités souvent créés à l'occasion d'une réunion publique eurent leur organisation et leur rôle défini lors du

congrès départemental du rassemblement populaire. Ces comités avaient pour but de : « *faire connaître l'existence de tous ordres du mouvement populaire, dénoncer promptement et publiquement les campagnes de panique (...) d'organiser des fêtes locales et faire revivre les réjouissances professionnelles ; d'assurer la collaboration avec les grands partis de gauche pour faire pénétrer la presse démocratique dans tous les espaces de la vie sociale et villages...; et Prendre parti dans tous les débats locaux* »

Lors de ce même congrès de vifs débats opposent notamment socialistes et communistes sur la question du recrutement de ces comités. Sont ils la réunion des militants encartés ou bien le rassemblement populaire par delà les adhésions individuelles communément appelées « comité de masse » ? C'est en définitive cette dernière définition qui sera adoptée.

Dans les faits, ces comités n'eurent pas l'activité que leur souhaitaient les principaux leaders du Front Populaire. En effet, l'organisation des manifestations nécessite une certaine logistique que beaucoup de comités locaux ne parviennent pas à mettre en oeuvre avec aisance.

Il importe également pour les militants du Front Populaire de développer l'information. Le Journal « *Le Front Populaire de la Vienne* » créa une page spécifique sur le monde agricole.

De très nombreuses conférences sont organisées à destination des artisans, des femmes. Chaque composante du Front Populaire organise également des réunions publiques. C'est le cas de la Ligue des Droits de l'Homme, du PCF, de la ligue des Combattants de la Paix.

A plusieurs reprises on discerne des crispations entre militants du Front Populaire châtelleraudais et poitevins. En effet ces derniers reprochent la négligence des premiers considérant qu'ils n'appliquaient pas correctement les directives du comité départemental

Malgré la victoire totale des forces de droite localement, les dignitaires et édiles de ce courant étaient cependant réduits à la

défensive. La presse constituait encore sa principale arme de guerre idéologique. Elle décrit souvent de manière pittoresque et particulièrement tendancieuse des manifestations des organisations du Front Populaire

Les élections cantonales et aux conseils d'arrondissements des 10 et 17 octobre 1937 montrent un soutien tardif de la Vienne au Front Populaire malgré les difficultés qui s'amoncellent. Les deux candidats du parti radical à Châtellerauld, se réclamant du Front Populaire sont élus face aux conseillers d'arrondissement sortants de droite. Le résultat des élections cantonales du 10 octobre marque à nouveau un progrès des forces du Front Populaire dans le département, mais c'est en interne que les difficultés croissent

Le délitement du Front Populaire

L'année 1938 est une année de grands bouleversements pour le Front Populaire liés notamment à l'instabilité politique au sommet de l'Etat.

Malgré des signes d'essoufflement nationaux et départementaux, le 1er mai 1938 continue à être particulièrement suivi par les travailleurs châtelleraudais. Les traditions ouvrières sont respectées. Un cortège se forme et réunit plus de 2000 châtelleraudais, après un meeting matinal au Majestic Cinéma durant lequel Aristide Pouilloux vante les activités de la Bourse du Travail de la ville.

Le 3 mai, le comité départemental du Front Populaire vote une résolution affirmant « *sa fidélité aux principes, au programme et aux formations du Front Populaire, déclare par avance son opposition formelle à tout gouvernement qui s'inspirerait de la politique d'Union Nationale condamnée par le suffrage universel* »

L'activité du Front Populaire décroît en cette année et les événements internationaux continuent d'effriter la dynamique unitaire;

Le congrès départemental du parti radical organisé à Chauvigny au début du mois d'octobre, et qui précède le congrès national de ce parti pivot, prend dès lors une position hostile à l'égard du PCF « *la fédération ne peut maintenir sa collaboration dans des manifestations communes avec le Parti Communiste* ». Toutefois il laisse entendre que des « *ententes passagères* » sont encore possibles.

Dans le même temps le parti radical suspend sa participation au journal *Le Front Populaire de la Vienne*²².

L'effacement du conflit

Les années 1937-1939 se caractérisent par l'effacement du conflit, non pas que les travailleurs n'aient plus de revendications mais le législateur introduit un nouveau dispositif légal visant à limiter l'irruption de la grève sur la scène publique. Par la loi du 31 décembre 1936, les conflits collectifs du travail doivent désormais être soumis à conciliation entre patronat et syndicats²³.

Avant même qu'ils se traduisent par une grève ils doivent être soumis à la commission de conciliation des conflits. Plusieurs niveaux de conciliation sont prévus. Par ce biais, on souhaite désamorcer les tensions entre les acteurs sociaux. Cette disposition est très sérieusement discutée dans les syndicats. Finalement, sous l'impulsion du secrétaire général de l'UD, Henri Souchaud, la CGT s'engage pleinement dans ce dispositif. Entre 1937 et 1939, trente neuf conflits seront

²² *Le Front Populaire de la Vienne*, n° 145 du 15 octobre 1938, 114 JX, ADV.

²³ LE CROM Jean Pierre, « La conciliation et l'arbitrage obligatoire des conflits du travail (1936-1939), De la contrainte à la régulation étatique », *Cahiers du Centre Georges Chevrier*, vol. 16, 2001, pp. 147-161.

réglés par ce biais dans le département. Sept conflits spécifiques à Châtellerauld seront portés devant cette instance. Les ouvriers acceptent facilement de jouer le jeu puisqu'ils sont dans la quasi totalité des cas à l'origine de la demande pour la tenue d'une séance de conciliation. Très fréquemment, les entrepreneurs « bottent en touche » accusant, soit la mise en place des congés payés, soit les difficultés persistantes du marché et la concurrence permanente. Censé résoudre les conflits, ce nouveau dispositif tend à les enterrer au détriment des ouvriers qui tendent à se détourner progressivement des forces de gauche et du syndicalisme à la veille de la seconde guerre mondiale.

Un autre revers de taille va affecter les forces du Front Populaire. Il s'agit de la grève contre les décrets lois du 30 novembre 1938.

Cette grève est pourtant préparée avec minutie dans le Châtelleraudais. Le 26 novembre, salle Majestic une réunion publique est organisée et fait suite à plusieurs autres réunions dans les villes telles que Chauvigny ou Montmorillon. Pour l'occasion, un délégué national de la CGT, M. Bard, secrétaire de la fédération du sous-sol, vient expliquer les conditions d'assouplissement des 40 heures. Face au 1500 auditeurs le secrétaire départemental de la CGT, Henri Souchaud, un dénommé Rousseau représentant les petits commerçant et artisans et les principaux leaders syndicaux de l'arrondissement du secteur privé et public viennent expliquer à tour de rôle les méfaits représentés par ces décrets lois et le retour en arrière voulu par le gouvernement²⁴.

Malgré ces efforts de communication, les syndicats, le Front Populaire ne parviennent pas à faire de ce 30 novembre un succès et un barrage à ces réformes. En effet très peu de perturbations sont observées. Du côté de l'administration on

²⁴ Rapport du Commissaire de police au Sous-préfet de Châtellerauld, le 27 novembre 1938, M 12 316, ADV.

dénombrer des défections uniquement parmi les enseignants. Un professeur seulement de l'école primaire supérieure de Châtellerauld se met en grève. Certains instituteurs se rendent en classe mais congédient leurs élèves tandis que d'autres transforment leur classe en garderie. Dans le secteur privé seules trois entreprises en tout et pour tout observent un mouvement de grève, l'une à Chauvigny et deux à Poitiers²⁵.

Si plusieurs prises de paroles publiques et plusieurs articles du fait notamment des militants communistes croient encore possible de continuer l'expérience du Front Populaire, force est de constater que la mort de ce rassemblement populaire semble programmée en ce début d'année 1939.

La fracture syndicale

Le nouveau gouvernement impulsé par Camille Chautemps en juin 1937 suscite plus de méfiance de la part des syndicalistes locaux. Certaines de ses décisions inspirent même une totale réprobation. Le comité général de l'Union Locale CGT de Poitiers vote une résolution le 23 octobre 1937 condamnant « *la décision du gouvernement français de Front Populaire refoulant en Espagne les réfugiés qui avaient cru trouver chez nous un foyer et du pain* »²⁶.

Les militants poitevins réitérent leur attaque à l'encontre de ce gouvernement à peine un mois plus tard dans une nouvelle résolution qui affirme cette fois-ci que « *Le comité ne considère pas le gouvernement actuel comme un véritable gouvernement de Front Populaire* » en raison notamment des premières mesures de celui-ci, allant à l'encontre du programme initial du Front Populaire. Le soutien ou non au

²⁵ Rapport du Préfet au Ministère de l'Intérieur, le 1er décembre 1938, M 12 316, ADV.

²⁶ *Le Front Populaire de la Vienne*, n° 96, du 6 novembre 1937, 114 Jx, ADV.

Front Populaire tend à devenir un point de crispation, même entre syndicalistes, puisque l'UL CGT de Châtellerault réaffirme dans une résolution datée du 30 novembre 1937 son soutien au Front Populaire prenant le contre-pied des militants de Poitiers²⁷.

Les initiatives spécifiquement Front Populaire deviennent plus rares et les partis politiques recommencent à organiser des manifestations publiques de manière indépendante.

Malgré des signes d'essoufflement nationaux et départementaux, le 1er mai continue à être particulièrement suivi par les travailleurs châtelleraudais. Les traditions ouvrières sont respectées. Un cortège se forme après un meeting matinal au Majestic Cinéma qui regroupe comme en 1938 près de 600 salariés²⁸. Ce maintien relatif tranche avec le reflux que l'on peut observer à Poitiers à la même date. En 1938, le 1er mai à Poitiers attirait plus de 1000 citoyens. En 1939 ils ne sont plus que 200 à venir écouter le secrétaire départemental qui se désole à la tribune de la faible assistance. Le 14 juillet l'unité n'arrive pas se faire dans la rue dans nombre de communes. C'est un nouvel échec et certainement le dernier pour cette coalition des forces de gauche.

Le dernier outil commun le *Front Populaire de la Vienne* ne tarde pas à son tour à péricliter. L'ultime numéro paraît le 2 septembre 1939. Paul Labbé secrétaire général du Front Populaire en résume les raisons sans pour autant sombrer dans le pessimisme lié aux circonstances. Pour lui « *ces difficultés financières ne seraient pas insurmontables : nous en avons connu de semblables et, pour y faire face, il nous a suffi de faire appel à nos amis. Mais comment résoudre les problèmes que posent les divisions de la famille politique dont votre*

²⁷ *Le Front Populaire de la Vienne*, n° 101, du 11 décembre 1937, 114 Jx, ADV.

²⁸ Rapport du Commissaire de police au Sous-préfet de Châtellerault, le 1er mai 1938, M 4 1543, ADV.

journal a été, depuis janvier 1935, la tribune indépendante? Déjà depuis le congrès de Marseille, en conséquence de la décision prise par leur parti de se retirer du rassemblement populaire, nos amis radicaux ne nous apportaient plus qu'une collaboration officieuse. Et voilà avec la conclusion du Pacte Germano-soviétique et l'entêtement du Parti Communiste Français à en dresser la justification va diviser profondément les pactes prolétariens et rendre difficile, au moins dans l'état actuel des choses, toute action commune entre les socialistes et les communistes (...). Dès que la situation internationale le permettra, avec une si inlassable générosité, pour le service de la justice et de la fraternité, c'est à dire par ses lecteurs et ses abonnés »²⁹

CONCLUSION

Le Front Populaire du Châtelleraudais est un moment fondateur et original de l'histoire sociale locale. Par bien des aspects il se rapproche des dynamiques que l'on rencontre dans les autres coalitions que l'on rencontre dans le département. Il partage par exemple les mauvais résultats aux élections législatives. Mais il s'en sépare également par différents aspects. La composition sociale de la ville et les expériences unitaires pratiquées depuis les années vingt amènent les partisans du Front Populaire à soutenir jusqu'au bout cette expérience singulière même quand les critiques commencent à poindre et à devenir récurrentes.

Si le Front Populaire continue à rester une référence après guerre, nombre de ses acteurs n'auront pas la chance de traverser la période d'occupation intacts. Ils sont plusieurs notamment dans les rangs communistes à être emprisonnés durant la guerre et à mourir en déportation à l'image d'Albert Giraudeau ou Emile Grandin.

²⁹ *Le Front Populaire de la Vienne*, n° 190, le 2 septembre 1939, 114 Jx, ADV.

Après guerre le Front Populaire constitue encore une référence pour les forces de gauche ou progressiste mais les transformations du monde politique des années quarante ne permettent pas de renouveler une expérience unitaire tangible. La Guerre Froide prolongera cette désunion.

David HAMELIN